

45%

POUR PARVENIR À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE 5% EN 2030, IL FAUDRAIT « L'ÉQUIVALENT D'UN COVID CHAQUE ANNÉE », SELON MARTIN KOPP.



À travers le monde, 200 manifestations ont été organisées durant la COP26 pour le climat. Ici aux Pays-Bas, le 6 novembre

## COP26, LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ

**ENVIRONNEMENT** Elle était censée être une étape historique dans la lutte contre le réchauffement climatique. La Conférence de Glasgow a finalement abouti à un accord qui manque cruellement de concret.

**D**éception. C'est le mot qui s'est imposé dès samedi soir, 13 novembre, quand la COP26 a finalement accouché, au forceps et avec 24 heures de retard, d'un accord dont la plupart des observateurs ont souligné le manque d'avancées concrètes.

La déception est à la mesure des attentes. L'objectif fixé en 2015 était ambitieux : contenir le réchauffement climatique à 1,5°C à la fin du siècle, en sachant que les températures ont déjà progressé de 1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Quelques jours avant la Conférence, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait lancé l'alerte, rappelant qu'à ce jour la trajectoire ne s'est pas infléchi depuis 2015 et qu'elle mène toujours tout droit vers une hausse de 2,7°C à la fin du siècle. « Un aller simple vers le désastre » selon lui, que l'accord de Glasgow n'a guère permis de corriger que de quelques dixièmes de degrés. « Au mieux, on arrive à 2°C environ », souligne Martin Kopp, qui préside la commission écologie et

justice climatique de la Fédération protestante de France. *On marche alors qu'on devrait courir.* »

Des avancées, il y en a eu, pourtant. Et certaines hautement symboliques, comme la mention, pour la première fois, des énergies fossiles, qui ne figuraient même pas dans les accords de Paris. Un pas en avant, pour des ressources « sur lesquelles toutes les grandes puissances ont construit leur pouvoir », souligne quant à lui Jean-François Mouhot, le directeur de l'association environnementale chrétienne A Rocha France, présente à Glasgow.

### Assouplissements

Mais parce que le diable se niche dans les détails, il faut lire l'accord au mot près. Et c'est d'ailleurs jusqu'à la dernière minute samedi soir que les pays aux économies les plus carbonées ont discuté et arraché des assouplissements. La « sortie » du charbon s'est transformée en « réduction » et ne concerne plus que les énergies sans stockage de CO<sub>2</sub> ; quant à l'arrêt du financement aux énergies

fossiles, il est limité aux subventions « inefficaces », sans qu'on mentionne qui jugerait de l'efficacité. « On peut se réjouir de la mention des énergies fossiles, mais c'est le langage le moins contraignant qui a été choisi », souligne Martin Kopp.

Mais il y a de grands oubliés dans cet accord de Glasgow. Ce sont les pays dits « vulnérables », pays du Sud pour la plupart, qui subissent de plein fouet les effets du réchauffement – quand bien même ils n'ont qu'une petite part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre. Eux attendaient plus que des avancées symboliques. Une image a fait le tour du monde : la déclaration vidéo que le ministre des Affaires étrangères des Tuvalu, Simon Kofe, a adressée mardi à Glasgow pour rappeler, justement, que la montée des eaux n'a pour son pays rien d'une abstraction. Il a été filmé de l'eau à mi-cuisse à un endroit de l'archipel qui était il y a quelques années encore sur la terre ferme...

Ces États du Sud auront été déçus sur les deux sujets sur lesquels ils attendaient les pays riches au tournant. Le premier était l'aide de 100 milliards de dollars (86 milliards d'euros) par an, qui devait être versée dès 2020 et qu'ils sont loin d'avoir perçue dans sa totalité. Ils auront dû se contenter à la COP26 d'une nouvelle promesse, celle de voir le financement doublé d'ici 2023 de manière à rattraper le retard. Mieux que rien. « On aurait pu mettre cet argent sur la table. Ça aurait été un signal diplomatique fort », analyse Martin Kopp, qui garde à l'esprit le plan de relance américain de 1 000 milliards de dollars.

### Fossé Nord-Sud

Mais surtout, la COP26 aura opposé une fin de non-recevoir aux États les plus vulnérables sur un point essentiel pour eux : la demande de se voir attribuer, au nom du principe du pollueur-payeur, des dommages et intérêts pour les conséquences, concrètes celles-là encore, liées à la non-réalisation des engagements pris. Sur ce point, force est de constater que les plus gros émetteurs de CO<sub>2</sub>, l'Union européenne la première, se sont bien gardés de s'avancer, approfondissant encore le fossé que le réchauffement climatique ne cesse de creuser entre Nord et Sud.

Samedi soir, c'est avec des larmes dans les yeux que le président britannique de la COP de Glasgow, Alok Sharma, s'est excusé de ne pas avoir pu faire mieux. Et c'est d'un tweet lapidaire que l'égérie de la jeunesse Greta Thunberg a fustigé ce rendez-vous qui, selon elle, a surtout brillé par son incapacité à entrer dans le concret : « La COP26 se résume en quelques mots : bla, bla, bla », a twitté la jeune femme dès samedi soir.

Reste cependant une raison d'espérer : les discussions de la COP26 seront reprises dès l'édition 2022 en Égypte, sans attendre le délai de cinq ans prévu par le calendrier de la COP. « C'est un signe positif, le signe que les États commencent à avoir un sentiment d'urgence », souligne Martin Kopp qui, comme l'association A Rocha, a vu l'occasion de maintenir la pression, alors qu'une échéance électorale attend la France. ✨

ISABELLE GABRION